



## Déclaration CSE du 18 mars 2021 CGT Éduc'action

Après une année complète en proie à l'épidémie de la covid-19, dans un contexte sanitaire, social et économique de plus en plus détérioré, notre gouvernement poursuit sa politique libérale.

Nos dirigeants ne sont pourtant ni sourds, ni aveugles !

Car même si certaines mesures ont été prises pour faire face à l'inéluctable, sur de très nombreux points, la politique mise en œuvre poursuit le cap que notre président s'était fixé : austérité et accroissement des inégalités et de la précarité. Aucun des maux largement révélé par la crise sanitaire ne sera enrayé, mais bien au contraire accéléré !

Pour seule réponse, les réformes se poursuivent, les mesures prises ou annoncées menacent toujours davantage la cohésion sociale et obscurcissent les perspectives de la population dans son ensemble.

Parmi les menaces lourdes de conséquence pour l'avenir, il y a les réformes ou les projets de loi autour de la Fonction publique, qui détricotent toute forme de dialogue social et renient les missions de service public pourtant indispensables dans cette période de crise.

Les remerciements pour leur dévouement que leur ministre de tutelle leur adressent à longueur de discours restent des mots tant qu'ils ne se traduisent pas concrètement dans la réalité puisque la loi de transformation de la Fonction publique et maintenant le projet de loi de décentralisation 4D poursuivent la mise à mal du statut général de la Fonction publique.

Au premier rang de ces services publics on trouve la Santé et de l'Éducation. Après un an de crise sanitaire force est de constater que rien n'a été fait pour améliorer leur fonctionnement et les conditions de travail des personnels !

À l'hôpital les lits continuent de fermer, dans les écoles et les établissements les suppressions de postes se poursuivent. Les salariés n'en peuvent plus de ne pas avoir les moyens de faire leur travail correctement. Toutes et tous réclament des augmentations de salaire, des créations de postes afin d'en finir avec les difficultés quotidiennes auxquelles ils et elles sont confronté.es à commencer par la précarité dans laquelle un grand nombre se trouve du fait de l'absence de volonté de créer des postes statutaires.

Dans l'Éducation, il en est ainsi des Aed qui après le 1<sup>er</sup> décembre, le 19 janvier appellent à la mobilisation à partir du 22 mars, des Aesh qui se mobilisent le 8 avril rejoignant les personnels de la santé et de l'action sociale. Plus globalement c'est l'ensemble de la Fonction publique qui sera mobilisé le 6 avril à l'appel de plusieurs organisations syndicales.

Les revendications sont quasiment toujours les mêmes : obtenir les moyens à hauteur des besoins pour remplir correctement les missions pour lesquelles ils et elles sont recrutés.es.

Cela passe par une revalorisation salariale pour l'ensemble de ces personnels, par des créations de postes supplémentaires et pérennes mais aussi par une évolution statutaire et la diminution du temps de travail pour sortir enfin de l'insécurité permanente et la précarité subie par un très grand nombre de ces personnels, pour sortir la tête de l'eau toutes et tous !

Cela nécessite que dans tous les secteurs soient mis en place des plans d'urgence avec les budgets adéquats pour remédier aux défaillances et aux carences générées par des années d'austérité et de libéralisme, cela implique un changement radical de politique.

Par ailleurs, nous soutenons nos collègues du premier degré qui s'opposent à la mise en place d'un pouvoir hiérarchique au sein de l'École. Nos directeurs et directrices ont fait la démonstration de leur capacité à gérer la situation sans qu'il soit besoin d'un nouvel échelon hiérarchique. Ce dont ils ont le plus besoin c'est de temps de décharge et d'aide administrative.

Nous soutenons également les collègues de l'administration centrale de la DGESCO en grève aujourd'hui contre un projet de déménagement ; certains devaient aujourd'hui présenter des textes devant cette instance et nous leur réaffirmons le soutien de notre organisation.

Il s'agit de redonner de l'espoir et un avenir à l'ensemble de la société à commencer par la jeunesse dont on semble découvrir, avec cette crise interminable, le désarroi et le dénuement.

Il est urgent d'investir pour l'avenir, pour répondre aux enjeux actuels et tout mettre en œuvre pour que demain soit mieux qu'aujourd'hui pour chacun et chacune d'entre nous.